



Versement 1375 W 1-125

Identification

Intitulé / Analyse : Inspection du travail : dossiers d'entreprises de plus ou moins de 50 salariés.

Dates extrêmes : 1966 ~ 2000

Importance matérielle : 2,0 ml

Contexte

Service producteur : Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

Service versant : Inspection du Travail

N° d'entrée du versement : 55251

Date d'entrée du versement : 16/05/2006

Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : immédiat

Fin communicabilité : 01/01/2050

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : Décembre 2008



Présentation du service producteur

Histoire administrative (du service)

La Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) constitue l'échelon opérationnel de mise en oeuvre des politiques de l'Etat dans deux grands champs de compétences :

➤ L'emploi et la formation professionnelle :

Ses principales missions sont réparties en trois programmes :

Le premier vise à mettre en oeuvre une politique active de développement de l'emploi en relation le plus souvent avec des partenaires publics et économiques.

Le second a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi des personnes en difficulté. Enfin, le troisième doit contribuer à répondre aux besoins de l'économie locale et aux aspirations des personnes dans un environnement en évolution.

➤ Le contrôle :

Cette mission est confiée à des agents répartis en trois sections d'inspection. Ceux-ci sont chargés de veiller au respect de la législation du travail et des dispositions conventionnelles qui régissent la vie des entreprises. Leurs actions répondent à quatre objectifs prioritaires : santé et sécurité au travail, qualité et effectivité du droit, dialogue social de qualité et démocratie sociale, lutte contre le travail illégal.

Les agents ayant une mission de contrôle exercent également une mission d'information et de conseil auprès des employeurs, des salariés et de leurs représentants.

Un service d'appui est de plus à la disposition des usagers pour, notamment, donner des renseignements relatifs au droit du travail, traiter et enregistrer les accords d'entreprise, délivrer les autorisations de travail de la main d'œuvre étrangère.

Présentation du service versant (si différent du producteur)

L'Inspection du Travail, service versant, est chargée du contrôle de l'application de la réglementation du travail (dans les établissements industriels, commerciaux et artisanaux), de l'information et du conseil des employeurs et des salariés. Elle diffuse les informations locales relatives à la situation et aux conditions de l'emploi, au niveau de l'administration centrale (études, statistiques).

Présentation du contenu du versement

Le versement est composé de dossiers d'entreprises :

➤ Entreprises de + 50 salariés :

Fiche récapitulative de l'élection, procès-verbal des élections des délégués du personnel (membres titulaires, membres suppléants), procès-verbal des élections au comité d'entreprise ou d'établissement.

➤ Entreprises de - 50 salariés :

Photocopie de fiche de salaire, demande d'indemnisation au titre du chômage partiel, déclaration d'accident de travail, contrat initiative-emploi, recommandation de l'Inspection du Travail après visite, déclaration de modification dans la situation de la personne morale, fiche d'aptitude médicale, correspondance administrative.

➤ Dossier de licenciement d'un salarié protégé* : pièces justificatives, décision de l'Inspecteur du Travail, correspondance.

** La désignation de « salarié protégé » concerne les personnes élues aux élections des délégués du personnel, du comité d'entreprise et /ou syndiquées.*

- Dossier de plan social : pièces justificatives, correspondance.

Mode(s) de classement adopté(s)

Si l'ordre alphabétique a pu, en 1ère partie, être à peu près respecté, les dossiers de la deuxième partie ont été traités « en continu ».



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 pose comme principe le droit de toute personne à l'information (article 1) et par conséquent, le droit d'obtenir communication des documents détenus par une administration sous réserve que leur consultation ne porte pas atteinte à l'un des secrets protégés par la loi.

Le législateur définit des « secrets absolus » (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 15 juillet 2008 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008 en vertu des articles 17 et 18.

La loi Archives n° 2008-696 instaure le principe de la libre communicabilité des archives publiques à toute personne, et révisé les délais spéciaux. Les délais spéciaux sont désormais (suivant le contenu du document) :

- de 25, 50 et 75 ans à compter de la date du document ; le délai de 100 ans tel que le fixait la Loi Archives n° 79-18 étant toujours applicable dans le cas de dossiers ou d'actes mettant en cause des mineurs.

- de 100 et 120 ans à compter de la date de naissance de la personne ou de 25 ans à compter de la date de décès de la personne.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

Aux termes de la loi n° 2008-696 sur les archives, le délai au terme duquel les documents ici concernés seront communicables est fixé à 50 ans pour les procédures de licenciement, le reste étant librement et immédiatement communicable.



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1 - 49	Dossiers concernant des entreprises de + 50 salariés.	1988 - 1999
50 - 125	Dossiers concernant des entreprises de – 50 salariés.	1966 - 2000

1375 W 1 ~ 125 Inspection du travail : dossiers d'entreprises de plus ou moins de 50 salariés.

1375 W 1 – 49 Dossiers concernant des entreprises de + 50 salariés.

1988 -

1999

1375 W 1	ABILIS PROPLETE, La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections de délégués du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise. (1996, 1998).	1996 - 1998
1375 W 2	A.G. NET Hygiène-Propreté, Sainte-Savine : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1999); licenciement d'un salarié protégé (1999).	1999 - 1999
1375 W 3	A.G.S. Sécurité, La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996); procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1998); licenciement d'un salarié protégé (1998).	1996 - 1998
1375 W 4	ALLIA, La Villeneuve-au-Chêne : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997, 1999); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise. (1997, 1999); rapport annuel du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. (1996, 1997, 1998, 1999).	1996 - 1999
1375 W 5	ARBAT, Torcy-le-Grand : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1997, 1999); bilan du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (1996, 1997, 1998).	1996 - 1998
1375 W 6	AUBNET, La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1999); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise. (1997, 1999).	1997 - 1999
1375 W 7	BANQUE NATIONALE DE PARIS (B.N.P.), Troyes : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1999); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise.(1999); licenciement d'un salarié (1997, 1998, 1999); bilan social (1996).	1996 - 1999

1375 W 8	SOCIETE DE BONNETERIE DE CHAMPAGNE, La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1997, 1999).	1997 - 1999
1375 W 9	LES BOULANGERIES ET PATISSERIES REUNIES ("Le Bon Pain de France"), Sainte-Savine : procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998); licenciement d'un salarié protégé (1998).	1996 - 1998
1375 W 10	BRODART SA, Arcis-sur-Aube : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1996, 1997, 1999).	1996 - 1999
1375 W 11	CAISSE D'EPARGNE, Troyes : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1998); licenciement d'un salarié protégé (1998).	1998 - 1998
1375 W 12	CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES, Troyes : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998); rapport sur l'égalité professionnelle (1996-1999).	1996 - 1999
1375 W 13	GEANT CASINO, Barberey-Saint-Sulpice : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998).	1996 - 1998
1375 W 14	C.A.T. (centre d'aide par le travail) LE MENOIS, Rouilly-Saint-Loup : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998).	1996 - 1998
1375 W 15	CERENE SERVICES, La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1999).	1999 - 1999
1375 W 16	SOCIETE DES MAGASINS BON DEBIT "CHAMPION", Bar-sur-Aube : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998).	1996 - 1998
1375 W 17	CLINIQUE DE CHAMPAGNE, Troyes : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1997); licenciement de salariés protégés (1998).	1997 - 1998
1375 W 18	CONTINENT La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997, 1999); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1997, 1999); plan social (1995-1996).	1995 - 1999
1375 W 19	CREDIT LYONNAIS, Troyes : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise. (1998); plan social (1995-1997).	1995 - 1998

1375 W 20	CRISTALLERIES ROYALES DE CHAMPAGNE, Bayel : procès-verbal des élections de la délégation unique (1997, 1999); licenciement d'un salarié protégé (1998); plan social (1997).	1997 - 1999
1375 W 21	ELYO NORD EST, Les Noës-près-Troyes : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998).	1996 - 1998
1375 W 22	E.S.D.J. SA., Lusigny-sur-Barse : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1997, 1999).	1997 - 1999
1375 W 23	FORCLUM, La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998); procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998); licenciement d'un salarié protégé (1999).	1996 - 1999
1375 W 24	F.V.I., Arcis-sur-Aube, F.V.I., Saint-Léger-sous-Brienne : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1999). INTEX, Saint-Léger-sous-Brienne, France Volet, Arcis-sur-Aube : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997).	1997 - 1999
1375 W 25	GRAVOGRAPH INDUSTRIE INTERNATIONAL SA, La Chapelle Saint-Luc : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997, 1999); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1997, 1999); licenciement de salariés protégés; bilan hygiène, sécurité et conditions de travail (1998); plan social (1995-1997).	1995 - 1999
1375 W 26	GOMMICHON S.A.S., La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998); licenciement d'un salarié protégé (1999).	1996 - 1999
1375 W 27	HELIOT INTERNATIONAL S.A., La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997, 1999); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1999).	1997 - 1999
1375 W 28	HUGUIER FRERES, Mailly-le-Camp : procès-verbaux des élections de la délégation unique (1996, 1998).	1996 - 1998
1375 W 29	I.M.E. (institut médico-éducatif) CHANTEJOIE, Rouilly-Saint-Loup : procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1997, 1999); procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997, 1999).	1996 - 1999
1375 W 30	KIABI, Barberey-Saint-Sulpice : procès-verbal des élections du délégué du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1998).	1996 - 1998

1375 W 31	LAFARGE PLATRES, La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997, 1999); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1997, 1999); licenciement de salariés protégés (1998, 1999); rapport sur l'égalité hommes/femmes (1996, 1997, 1999); plan social (1992).	1992 - 1999
1375 W 32	LAURENCOT S.A., Payns : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1997, 1999).	1997 - 1999
1375 W 33	LECLERC (BARDIS), Bar-sur-Aube : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1997, 1999).	1997 - 1999
1375 W 34	MANOIR INDUSTRIES, Division Bar-Laforge, Bar-sur-Aube : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998); licenciement d'un salarié protégé (1999); rapport annuel du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (1998); répartition des collèges (1988-1992).	1988 - 1999
1375 W 35	KLEBER PNEUMATIQUES, La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997, 1999); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1997, 1999); bilan du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (1996, 1999); licenciement de salariés protégés (1996-1998); répartition des collèges et des sièges (1992, 1993, 1997, 1998, 1999); plan social (1997).	1992 - 1999
1375 W 36	MAS LE VILLAGE (A.P.E.I. de l'Aube), La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des délégués du personnel (1996).	1996 - 1996
1375 W 37	MORIN INDUSTRIE, La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1998).	1998 - 1998
1375 W 38	NASAL, La Chapelle Saint-Luc : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998).	1996 - 1998
1375 W 39	NORELEM, Sainte-Savine : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997).	1997 - 1997
1375 W 40	PETIT BATEAU, Troyes : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998); bilan social (1994, 1995, 1996); licenciement de salariés protégés (1997).	1994 - 1998

- 1375 W 41 MICHELIN Pneumatiques, La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998); rapport du service médical interentreprises et fiche d'entreprise (1996-1999); statistiques sur les accidents du travail (1999); rapport annuel du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (1996-1999); rapport sur la situation comparée des conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes (1996, 1997, 1999); plan social (1997).
1996 - 1999
- 1375 W 42 Etablissements PONS R. & Cie, Fontaine : procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1997, 1999); procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997, 1999); licenciement d'un salarié protégé (1997).
1997 - 1999
- 1375 W 43 REGNIER S.A., Clairvaux : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1997, 1999).
1997 - 1999
- 1375 W 44 Société Commerciale et Industrielle d'Ameublement Européen (S.C.I.A.E.), Dienville : procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1997, 1999); rapport annuel du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (1997, 1998).
1997 - 1999
- 1375 W 45 SIME, La Chapelle-Saint-Luc : procès-verbal des élections de la délégation unique du personnel (1997); licenciement d'un salarié protégé (1999).
1997 - 1999
- 1375 W 46 SIMPA, Vendeuvre-sur-Barse : procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998).
1996 - 1998
- 1375 W 47 TISSEXTRA, Sainte-Savine : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997, 1999); licenciement d'un salarié protégé (1998).
1997 - 1999
- 1375 W 48 VALEO ELECTRONIQUE, Sainte-Savine : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1996, 1998); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1996, 1998).
1996 - 1998
- 1375 W 49 VERMONT S.A., Montieramey : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997).
1997 - 1997

1375 W 50 – 125 Dossiers concernant des entreprises de ~ 50 salariés.

1966 – 2000

- 1375 W 50 V.S.V., Vendeuvre-sur-Barse : procès-verbal des élections des délégués du personnel (1997, 1999); procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1997, 1999).
1997 - 1999

1375 W 51	TONICONFECTION S.A., La Chapelle-Saint-Luc : accords d'entreprise; récépissé de dépôt; préparation aux élections des délégués du personnel procès-verbal des élections (1995); plan social (1991-1993); licenciement d'un salarié protégé (1996); bilan économique et social; plan de redressement (1996).	1991 - 1996
1375 W 52	SIPERAL, Sainte-Savine : licenciement de salariés protégés (1994, 1998); litiges; procès-verbal des élections au Comité d'Entreprise (1994, 1996, 1997); résultats des élections des délégués du personnel (1997); procès-verbal de réunion du Comité d'Entreprise (1997-1998); désignation de délégué syndical (1993-1997); modification du règlement intérieur (1995); plan social (1997-1998).	1993 - 1998
1375 W 53	VIANDES BRIENNOISES, Brienne-le-Château : plan de redressement (1996); bilan économique et social (1995-1996).	1986 - 1996
1375 W 54	S.N. S.A. ETNAE, Brienne-le-Château : licenciement d'un salarié protégé (1997); redressement judiciaire (1996); bilan économique et social; litiges.	1991 - 1997
1375 W 55	JACOB BOURLIER, Bar-sur-Aube : licenciement de salariés protégés; litiges.	1993 - 1997
1375 W 56	FRA-FOR, Troyes : règlement intérieur; accord d'établissement; déclaration mensuelle des mouvements de main-d'oeuvre; désignation des délégués syndicaux; procès-verbal des élections des délégués du personnel (1994, 1996).	1991 - 1998
1375 W 57	TEC S.A.R.L., La Chapelle-Saint-Luc : bilan économique et social; déclaration de licenciement pour motif économique; licenciement de salarié protégé.	1992 - 1997
1375 W 58	SAPHIR, La Chapelle-Saint-Luc : modulation du temps de travail; litiges.	1993 - 1997
1375 W 59	BOULANGERIE MULLER (centre commercial "Le Cygne"), La Chapelle-Saint-Luc : lettre de licenciement.	1996 - 1997
1375 W 60	SOCIETE GAUTHIER MEDICAL, La Chapelle-Saint-Luc : bilan économique et social; demande de conclusion d'une convention d'allocation spéciale du Fonds national de l'emploi; rapport de l'administrateur; licenciement d'un salarié protégé.	1985 - 1997
1375 W 61	CLIMALEC (anciennement PAYET-PLUCHET), La Chapelle-Saint-Luc : règlement intérieur; procès-verbal de carence; procédure de licenciement judiciaire.	1988 - 1997

1375 W 62	SDB LE BLEU MARINE, La Chapelle Saint-Luc : procédure de liquidation judiciaire; protocole de cessions de droits sociaux de la société; compte-rendu d'enquête; convocation en justice.	1996 - 1997
1375 W 63	SOCIETE NOUVELLE CHAMPAGNE ENGRAIS (S.N.C.E.), Juzanvigny : liquidation judiciaire.	1988 - 1997
1375 W 64	NIEPS Jean-Claude, Les Noës-près-Troyes : redressement judiciaire.	1991 - 1997
1375 W 65	PRUTCHER, fleuriste, Piney : litiges; licenciement pour cause économique.	1973 - 1997
1375 W 66	CONSTRUCTIONS ET ETUDES CHAMPENOISES, Proverville : licenciement pour cause économique.	1994 - 1997
1375 W 67	S.I.A.C., La Rivière-de-Corps : liquidation judiciaire; licenciement d'un salarié protégé.	1994 - 1997
1375 W 68	RUFFIER Gérard, menuisier-ébéniste, Rosnay-l'Hôpital : liquidation judiciaire.	1981 - 1997
1375 W 69	BORGNE Jean-Pierre, maçonnerie, Saint-Lyé : liquidation judiciaire.	1985 - 1997
1375 W 70	P.I.C.R.A. (Plafond, Isolation, Cloisons sèches, Rénovation, Aménagement de combles), Saint-Lyé : liquidation judiciaire.	1993 - 1997
1375 W 71	J.L.R.(Jean-Luc Regnerie) , atelier d'arts graphiques, Troyes : liquidation judiciaire.	1995 - 1997
1375 W 72	N.E.I. (Nord Est Immobilier), Sainte-Savine : bilan économique et social, liquidation judiciaire.	1996 - 1997
1375 W 73	PIZZA VERONA, Sainte-Savine : litiges, procédure pour retrait d'agrément et d'habilitation.	1991 - 1997
1375 W 74	TROYES TEXTILES, Sainte-Savine : liquidation judiciaire.	1993 - 1997
1375 W 75	MEDIA AZIMUT, Troyes : liquidation judiciaire.	1995 - 1996
1375 W 76	O.N.G.A.S. 10 (Organisation Nouvelle de Gardiennage, d'Assistance et de Sécurité), Troyes : licenciement pour raison économique.	1990 - 1995
1375 W 77	HOTEL DE LA GARE, Vallentigny : cessation d'activité.	

		1995 - 1997
1375 W 78	ATHLETIC CLUB VENDEUVRE, Vendevre-sur-Barse : liquidation judiciaire.	1996 - 1997
1375 W 79	LE LAGON BLEU, La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1997 - 1998
1375 W 80	MAGHREB DISTRIBUTION, La Chapelle-Saint-Luc : licenciements.	1997 - 1998
1375 W 81	MASTERS SALONS, La Chapelle-Saint-Luc : cessation d'activité.	1998 - 1998
1375 W 82	SAINT LUC ECO' COIFF, La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1995 - 1998
1375 W 83	TEXTILE MODES, La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1995 - 1998
1375 W 84	TROYES SERIGRAPHIE, La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1991 - 1995
1375 W 85	LE FRANCO BELGE, Clérey (hôtel-restaurant) : liquidation judiciaire.	1976 - 1998
1375 W 86	SOS PIECES OCCASES, Dolancourt : liquidation judiciaire.	1990 - 1998
1375 W 87	GONDE Jean Marie, Lusigny-sur-Barse : liquidation judiciaire.	1990 - 1998
1375 W 88	S.A.T.P. (travaux publics), Lusigny-sur-Barse : liquidation judiciaire.	1993 - 1998
1375 W 89	C.F.C. (Création, Façon & Confection), Dienville, Piney : redressement judiciaire, reprise par NEUT, Troyes.	1993 - 1998
1375 W 90	S.V.D. (Sécurivol Distribution), Saint-Lyé : liquidation judiciaire.	1991 - 1997
1375 W 91	LE BORGNE BY DEAL, Troyes : liquidation judiciaire.	1971 - 1998
1375 W 92	EUROPE SUPPORT France, Troyes : liquidation judiciaire.	1994 - 1998
1375 W 93	ALVA KIDNAPULL, Troyes : fermeture.	1969 - 1998
1375 W 94	MAC SERVICE, Troyes : liquidation judiciaire.	

		1997 - 1999
1375 W 95	M.B.C., Troyes : liquidation judiciaire.	1997 - 1998
1375 W 96	SOTRAFA, Saint-André-les-Vergers puis Troyes : liquidation judiciaire.	1986 - 1998
1375 W 97	MATCO RECYCLING, Vendevre-sur-Barse : liquidation judiciaire.	1996 - 1998
1375 W 98	B.I.C.L.(Bureau International Conseil & Logistique), Amance : liquidation judiciaire.	1995 - 1999
1375 W 99	HUBAIL AUDIO VIDEO, Amance : liquidation judiciaire.	1966 - 1999
1375 W 100	RESTO RAPID', Bar-sur-Aube : cessation d'activité.	1995 - 1999
1375 W 101	BRIENNE VIANDES, Brienne-le-Château : liquidation judiciaire.	1997 - 1999
1375 W 102	GARAGE DAMOTTE GERARD, Proverville : liquidation judiciaire.	1973 - 1999
1375 W 103	ART ET STYLE, La Rivière-de-Corps : liquidation judiciaire.	1998 - 1999
1375 W 104	P.B. CONFECTION (ex Etablissement VAILLANT Gérard), La Rivière-de-Corps : liquidation judiciaire.	1996 - 1998
1375 W 105	L.B.M. (LUMBRERAS BETON MOULE), ex PREFABRICATION BRIENNOISE, Brienne-le-Château et Saint-Léger-sous-Brienne : liquidation judiciaire.	1980 - 1999
1375 W 106	MEDIATIC IMPRESSION, Saint-Léger-sous-Brienne : liquidation judiciaire.	1990 - 1999
1375 W 107	HABITAT MODERNE, Saint-Lyé : liquidation judiciaire.	1996 - 1999
1375 W 108	BOULANGERIE MENIGAULT, "TOUT CHAUD, TOUT FROID", Troyes : vente et reprise.	1995 - 1997
1375 W 109	LIBRAIRIE MOULHADE-BOLET, Troyes : cessation d'activité.	1982 - 1999
1375 W 110	S.A.R.L. CHARNI (HUIT A HUIT), La Chapelle-Saint-Luc : cessation d'activité.	1994 - 1998

1375 W 111	D.L.D. CONFECTION (Danièle LUCURU), La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1994 - 2000
1375 W 112	MARBEL DIMS, La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1997 - 1999
1375 W 113	AU REVE FLEURI, La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1997 - 1999
1375 W 114	TEXTILES DE BAR-SUR-SEINE, La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1994 - 1999
1375 W 115	TOUTES FACONS, Sainte-Savine, puis La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1985 - 1999
1375 W 116	CITY FRING, Sainte-Savine : liquidation judiciaire.	1996 - 1999
1375 W 117	INSERTEX, Sainte-Savine : cessation d'activité.	1996 - 1999
1375 W 118	S.A.R.L. LEON, Sainte-Savine puis Troyes : cessation d'activité.	1994 - 1999
1375 W 119	CARROSSERIE MARTHINO Rui-Manuel, Sainte-Savine : liquidation judiciaire.	1998 - 1999
1375 W 120	MIMI BAGAGE, Sainte-Savine : liquidation judiciaire.	1997 - 1999
1375 W 121	SONODA, Sainte-Savine : liquidation judiciaire, litige.	1995 - 1999
1375 W 122	AMBROSI FRANCE, SAPHIR et LA PERLA, La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1992 - 1998
1375 W 123	TRICOFIL, TRICOMAILLE-SPORTONIC, TONICONFECTION, La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1984 - 1996
1375 W 124	ANGELICA, La Chapelle-Saint-Luc : liquidation judiciaire.	1994 - 1999
1375 W 125	LA STORIA, Troyes : liquidation judiciaire.	1996 - 1999